

LA CHASSE AUX ROMS DOIT CESSER !



**Martine Billard et
Jean-Luc Mélenchon**
co-président-e-s
du Parti de Gauche

Le gouvernement PS-EELV poursuit la politique de chasse aux Roms de Sarkozy !

Les expulsions et les destructions des bidonvilles et squats de Roms se poursuivent sans solutions d'hébergement, précarisant les familles et la scolarisation des enfants. Le ministre Valls revendique sa politique discriminatoire à l'encontre des Roms décrétant même qu'ils «ne souhaitent pas s'intégrer». Hollande avait dénoncé la circulaire anti-Roms promulguée sous Sarkozy, l'a jugeant à l'époque «à la fois immorale et illégale». Mais aucun ministre ne s'est opposé aux propos et politiques de Valls pourtant contraires à la constitution française et à son principe fondamental de l'égalité devant la loi. Organiser l'évacuation de campements illicites, en désignant spécialement certains de leurs occupants en raison de leur origine ethnique, est **une discrimination ethnique illégale !**

La chasse aux pauvres doit cesser, droit au logement pour toutes et tous !

Cette politique de répression et de chasse aux pauvres est totalement inopérante. Elle aggrave encore plus la très grande précarité des familles concernées et ne fait qu'attiser le

racisme à l'encontre de ces ressortissants européens. Il n'y aurait environ que 20 000 ressortissants européens d'origines roumaines et bulgares, la plupart «Roms» en France. Ce sont des citoyen-ne-s européen-ne-s comme les autres. Ils doivent avoir les mêmes droits. Il est urgent d'en finir avec les mesures transitoires qui discriminent sur le marché du travail ces ressortissants européens, de s'attaquer aux bidonvilles, non pour en chasser les pauvres mais pour éradiquer la misère et **garantir à toutes et tous l'accès à un logement digne !**

Les politiques austéritaires font le lit du racisme !

Cette politique encourage le racisme anti-Roms et défigure la République. Après les milices anti-Roms de Marseille, dans d'autres villes des manifestations de rejet de mesures de relogement ont eu lieu. Les politiques d'austérité encouragent cette mise en concurrence de tous contre tous et s'accompagnent de ces dérives répressives et autoritaires inacceptables. Le problème, ce n'est ni l'immigré ni le Rom, mais la finance et les spéculateurs. Les exilés fiscaux dont l'ex ministre Cahuzac fait partie, coûte près de 80 milliards d'euros par an !

*Faisons taxer
les riches et
non la chasse
aux pauvres !*



L'Etat et la Région Ile-de-France DOIVENT PRENDRE LEURS RESPONSABILITÉS !

**Environ 10 000
des 20 000 ressortissants Roms
résident dans Ile-de-France,**

dont 7000 estimés dans le département de la Seine-Saint-Denis. Ce département, déjà lourdement frappé par la précarité et le chômage, asphyxié par les politiques d'austérité gouvernementales, ne peut être en capacité seul d'intégrer aisément ces personnes installées dans les bidonvilles. En revanche, l'intégration de 10 000 personnes en région Ile-de-France, bassin d'habitat de 12 millions d'habitants, n'est absolument pas hors de portée.

Que l'Etat prenne ses responsabilités !

Rappelons que la puissance publique est censée organiser les dispositifs d'habitat à vocation sociale (hébergement, logements adaptés et logement social) et d'accompagnement social en direction des personnes et des familles en grande difficulté (périmètre en particulier du dispositif

d'Accueil, d'Hébergement et d'Insertion, AHI). Mais les différents gouvernements UMP puis PS/EELV ont tout fait depuis plus de dix ans pour décourager et rejeter hors des frontières les populations Roms. La circulaire interministérielle du 26 août 2012 n'a rien changé en ce domaine. Malgré les grandes déclarations de certain-e-s ministres, aucune proposition d'habitat n'accompagne les destructions-évacuations des bidonvilles

Vite une table ronde régionale !

L'État et les collectivités locales doivent appliquer le droit commun notamment en matière d'accès à l'emploi, d'habitat, de scolarité des enfants, et, si nécessaire, d'accompagnement social et médico-social des personnes et des familles actuellement reléguées.

Le Parti de Gauche réclame d'urgence la tenue d'une table ronde régionale, afin de garantir à tous les habitants des bidonvilles une vie digne, Roms compris !

*Ensemble, citoyen-ne-s, militant-e-s
et élu-e-s, agissons afin que ce drame
humain cesse sans délai !*

Nom Prénom.....

Adresse.....

CP Ville Tél Email

- Je soutiens les actions du Parti de Gauche
- Je souhaite être informé-e des activités du Parti de Gauche
- Je souhaite rejoindre le Parti de Gauche
- Je verse un don de euros à l'ordre de l'AFPG (Association de Financement du Parti de Gauche - agréée le 12/03/2007 (N°893) - dernière parution au JO le 28/04/2012) pour soutenir les campagnes du Parti de Gauche

À retourner à :



63, avenue de la République • 75011 Paris

Vous pouvez aussi nous soutenir en ligne sur www.lepartidegauche.fr

